

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 249 - VENDREDI 27 MARS 2015

## PÂQUERETTE ÉCHAUDÉE

En 1985, le PS avait lancé une série d'affiches :



Et, en 1986, la droite est revenue. En 2015, méfions nous des "Barrage au FN!"

## AGENDA MILITANT

→ 25 mars - 25 avril  
Paris [Infinités plurielles](#)

→ 30-31 mars  
Paris+Saint-Denis [Tout peut changer](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Culture, éducation  
[Tous les enfants peuvent réussir](#)

→ Élections  
[Reconstruire une gauche en France.](#)  
Clémentine Autain  
[La démocratie en panne.](#) Marc Lacreuse

→ Bouches-du-Rhône  
["Naissance" à Aubagne](#)

→ À lire  
[Marx politique](#)

## Face au tripartisme UMP-PS-FN un besoin de franche rupture

Le premier tour des élections départementales a été un grand succès pour le Front national et pour la droite, une claque magistrale pour le Parti socialiste et un nouveau moment de quasi-surplace pour la gauche d'alternative.

Un grand succès pour le FN, dont la nouvelle percée spectaculaire déplace le curseur politique vers la droite radicale. Un grand succès pour la droite, qui poursuit le Grand Chelem de la récupération de tous les pouvoirs locaux, avant les élections régionales de fin 2015 et la conquête en 2017 du pouvoir central. Une claque magistrale pour le Parti "socialiste" : si on débranche un peu la perfusion médiatique de la langue de bois de Manuel Valls & Co, on constate que la terrible descente aux enfers se poursuit inexorablement.

Quant au Front de gauche et à tout ou partie d'Europe Ecologie Les Verts, le score correct obtenu<sup>1</sup> permet au moins d'affirmer que des convergences nouvelles peuvent être porteuses et de maintenir l'idée qu'il existe un espace politique pour une alternative politique, à condition de...

À condition de quoi ? À condition d'élargir la focale. La moitié des électeurs se sont abstenus lors de ces élections. Les élus sont désormais désignés par une petite minorité des citoyens. La crise sociale, institutionnelle et démocratique s'aggrave. Et pendant ce temps, la crise écologique et la crise anthropologique – celle qui naturalise l'inégalité – se poursuivent. Qui ne voit que tous les ingrédients d'une mise en abîme de la société s'amoncellent ?

Le tripartisme UMP-PS-FN qui s'installe mène tout droit le champ politique tout entier à un affrontement hypocrite entre droite radicalisée et orientation sociale-libérale : deux options au service des purges austéritaires. Plutôt que croire à une "gauche rassemblée" qui n'existe plus, tout l'enjeu présent est de déplacer le curseur de la vie politique vers l'appropriation populaire de la politique, à partir et au-delà des luttes spécifiques, des mobilisations ponctuelles, des aspirations éparpillées.

Les rapprochements urgents et nécessaires entre organisations politiques, les initiatives pour que le monde syndical conçoive qu'il a un rôle à jouer, ne suffiront pas. Pour ne pas balbutier à la manière du Front de gauche, il faudra d'une manière ou d'une autre faire naître une dynamique citoyenne d'un nouveau type et viser une large mobilisation de la société.



● Gilles Alfonsi

1. Lire sur ce point l'article de Roger Martelli, "Départementales : Front de gauche, la vérité des chiffres", ici : <http://www.regards.fr/web/article/departementales-front-de-gauche-la>

## Comment le libéralisme économique a-t-il conduit la société à l'impasse ?

**Dans le cadre du séminaire de Montluçon consacré à la construction d'un communisme de nouvelle génération, le généticien Axel Kahn a présenté, en lien avec son livre *L'homme, le libéralisme et le bien commun*, ses réflexions sur le libéralisme et ses conséquences funestes. Après s'être situé sur le temps long, Axel Kahn aborde ici la période récente.**

**A** la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'école néo-classique du libéralisme économique succède à la conception classique du libéralisme. On parle souvent, mais c'est un abus de langage, de néo-libéraux. En réalité, les néo-libéraux sont les libéraux qui, à partir des années 1980, ont fait référence aux préceptes de l'école néo-classique du libéralisme telle qu'elle naît et se construit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette école néo-libérale a en commun avec l'école libérale la promotion de la liberté individuelle. Pour elle, la défense par l'armée du droit de propriété est

vraiment la tâche essentielle de l'État. Elle reprend à Jean-Baptiste Say la notion d'un marché qui serait autorégulateur et qui, si l'État n'intervient pas, empêcherait toutes les crises. Et elle commence, pour l'un des courants de cette école, à tracer et définir en termes mathématiques les mécanismes de l'économie. Cette pensée économique l'emporte totalement dans le monde du libéralisme, opposé au socialisme qui, lui, est dominé par le marxisme.

Cependant, au XX<sup>e</sup> siècle, ce libéralisme néo-classique sera empêché pratiquement de s'appliquer durant une très longue durée. La guerre 14-18 empêche ces préceptes de s'appliquer parce que, pour faire la guerre, il faut bien que l'État ait de l'argent : les mécanismes de marché sont totalement incapables de donner à l'État les moyens nécessaires de faire la guerre, puis les moyens de reconstruire. Cependant, à partir de 1920, on revient à une pensée néo-classique du "laissez faire, laissez passer", formule que l'on doit à une racine française du libéralisme qu'on appelle les physiocrates.

La période qui va de 1920 à 1929 est absolument passionnante. De la même manière que l'on avait pu observer que

le "laissez faire, laissez passer" avait abouti à l'horrible situation de la classe ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle et, il faut le dire, aux révoltes, aux révolutions et, *in fine* même, à la Révolution d'Octobre, cette période aboutit à la crise de 1929. Le mécanisme est très simple en réalité. "Enrichissez-vous, laissez faire, laissez passer" ? Entre 1920 et 1929, la production globale augmente de 50 %, les profits augmentent de 100 % et le cours des actions augmente de 300 %. C'est-à-dire que ce qui est le plus intéressant, c'est de boursicoter, surtout à partir de 1926, où on autorise la totalité des actionnaires à acheter des actions en ne payant comptant que 10 % de leur coût, donc en empruntant le reste. Dès lors se met en place une cavalerie dont le jeu est que l'on paye 10 % de ce que l'on achète et on finance le prêt et les intérêts du prêt par l'augmentation du cours des actions. Cela ne peut cependant marcher qu'à une condition : que le cours des actions continue d'augmenter. Une série de phénomènes que l'on connaît parfaitement aboutit à ce que le cours des actions se met à diminuer. C'est alors une crise épouvantable, qui se dissémine sur la Terre entière, entre 1929 et 1933-34. ●●●

### Pour en savoir +

Sur Axel Kahn :

- <http://axelkahn.fr/>

- [http://fr.wikipedia.org/wiki/Axel\\_Kahn](http://fr.wikipedia.org/wiki/Axel_Kahn)

La première partie de ces réflexions est ici :

"Au coeur du libéralisme, l'égoïsme et la cupidité"

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4832>

●●● Face à cette crise, le "laissez faire, laissez passer" n'est plus possible. C'est alors que, face au camp socialiste (il y a eu la Révolution d'Octobre), se met en place dans le monde libéral la dernière tentative d'un libéralisme téléologique. On voit apparaître la dernière tentative d'un libéralisme qui explicite que son but est certes de permettre aux gens de s'enrichir, au *business* de fonctionner, mais aussi que le but est de donner les moyens de l'épanouissement des personnes en assurant plein emploi et justice sociale. C'est aux États-Unis Franklin Roosevelt et le *New Deal* et c'est, en Grande-Bretagne et dans le monde entier, John Keynes.

Ce sont des libéraux, incontestablement, ils sont pour la libre entreprise, ils sont pour les mécanismes de marché... Mais ils sont pour une régulation très importante de l'État de telle sorte que ses mécanismes permettent de garantir la justice sociale et le plein emploi, en principe. C'est très bien théorisé d'ailleurs dans le Discours sur l'état de l'Union de Roosevelt, en 1944. Pour mener la guerre de 39-45, comme pour la guerre de 14-18, les États reprennent les choses en main : la guerre coûte 400 milliards de dollars (dont 300 réglés par les États-Unis d'Amérique).

Après la guerre, on aboutit à un système très marqué par la perspective de Roosevelt et de Keynes, avec les accords de Bretton Woods, système qui entend en principe stabiliser l'économie mondiale tout en permettant la reconstruction,

avec la *BIRD* pour ce qui est des pays d'Asie, et le plan Marshall pour ce qui est des pays d'Europe toujours dans le cadre de la compétition avec les pays communistes. Ce système là n'est en rien parfait, mais il aboutit quand même aux Trente Glorieuses, c'est-à-dire à un chômage globalement maîtrisé et à la mise en place de l'État providence. Cela se fait dans des conditions telles que la dette publique, qui s'était envolée pour faits de guerre, est réduite considérablement (autour de 20 à 30 % du PNB pour les États-Unis, 20 % en France). Jusqu'aux années 1970, les politiques menées sont des politiques keynésiennes.

Différents phénomènes font qu'à partir de 1970, les accords de Bretton Woods commencent à avoir du plomb dans l'aile (ils seront supprimés en 1973).

Toutes les monnaies deviennent flottantes, la première crise pétrolière renchérit considérablement le coût de l'énergie en 1973, l'économie libérale est en difficulté. La difficulté principale est qu'on n'arrive pas à lutter contre le chômage uniquement par des plans de relance, et que ceux-ci augmentent l'inflation sans faire diminuer le

chômage. C'est ce que l'on appelle la "stagflation". Ces difficultés aboutissent à une reprise du pouvoir économique par l'école des libéraux néo-classique qui avaient précédemment rongé leur frein. C'est un événement important, le plus important des temps modernes. C'est la révolution néo-classique anti-keynésienne des années 1980. ●●●

### Après la déconstruction, quelle logique promouvoir ?

Axel Kahn développe une approche historique qui déconstruit soigneusement les mécanismes économiques à l'œuvre aujourd'hui, montrant que les crises comme celles de 2008 ne sont en rien des erreurs de parcours mais des produits d'une évolution au long court du libéralisme. Il y manque cependant une mise en cause directe du capitalisme - mot qu'il ne prononce pas -, à notre avis nécessaire dans la mesure où la vérité du capitalisme aujourd'hui est ce libéralisme qu'il critique radicalement.

Pourquoi ne pas le dire ? Peut-être parce que le bât blesse sur la recherche, la construction d'une alternative. « *Changer de logique* » et « *remettre des pilotes citoyens aux commandes de l'économie mondiale* », comme l'évoque Axel Kahn ? Nous sommes d'accord, mais quelle logique alternative faut-il adopter et comment faire fonctionner autrement l'économie, la société ? Dans la mesure où un retour aux politiques keynésiennes n'est pas réaliste pour les raisons qu'Axel Kahn évoque, il n'existe pas d'autres voies que celle consistant à inventer de nouveaux rapports économiques, un dépassement des formes pluriséculaires de propriétés et à envisager des formes nouvelles d'organisation de la production. En n'oubliant pas que dans le dépassement d'une logique où l'économie a elle-même pour but, il faut associer pleinement aux objectifs sociaux et démocratiques les enjeux environnementaux.

● Gilles Alfonsi

●●● En 1980, les théories économiques, pour l'essentiel néo-classiques sont portées par des noms comme Milton Friedman en Angleterre. Elles sont mises en application par Ronald Reagan aux États-Unis, alors qu'en Angleterre Margaret Thatcher se recommande d'une pensée encore plus intégriste, celle de Friedrich Hayek. Les préceptes de Hayek sont très clairs : il faut absolument "libérer l'initiative individuelle" et donc tout déréglementer. C'est la règle des 3D : Déréglementation, Désintermédiation (qui permet d'émettre des titres, de diffuser des actions) et Décloisonnement (entre les banques d'affaires et les banques de dépôt). D'autre part, il faut maîtriser les dépenses salariales et diminuer les dépenses sociales. Et en même temps, pour "libérer" l'investissement, il faut diminuer les impôts.

Le résultat est tout à fait extraordinaire puisque les impôts de la tranche marginale supérieure, aux États-Unis, qui avaient atteint les 90 % dans les années 60-65, vont descendre à 50 %, puis 20 %, avant de remonter lors de la crise de 2008 aux alentours de 37 %. Conséquence : les inégalités salariales et de revenus se mettent à flamber. Avant la crise de 1929, l'écart de fortune entre les 1 pour 1 000 Américains les plus riches et la moyenne de la population était de 1 sur 900. Avec l'application du *New Deal* et du keynésianisme, il des-

cend à 1 pour 200. Et après la période Reagan, après les années 80, il remonte à 1 pour 1 250. Il est maintenant à 1 sur 1 500, 1 600. Du coup, tout le monde s'inquiète, même parmi les libéraux, de l'augmentation continue des inégalités.

**À partir des années 70, la difficulté principale est qu'on n'arrive pas à lutter contre le chômage uniquement par des plans de relance. Les théories économiques néo-classiques sont très claires : il faut absolument "libérer l'initiative individuelle", donc tout déréglementer.**

Dans l'idée des économistes libéraux, qui ne sont pas des gens sots, comment cela peut-il marcher néanmoins ? Eh bien, leur espoir est que le dynamisme des affaires, créé par la libéralisation des réglementations, va compenser la diminution des recettes liée à la diminution des impôts. En réalité, il y a simultanément déréglementation et financiarisation de l'économie, création de paradis

fiscaux et fuite fiscale, qui empêchent le surplus éventuel de dynamisme économique de profiter aux États. Conséquence : la dette des États se met à réaugmenter à cette période là : elle était à 20 % du PIB en France, à 37 % du PIB aux États-Unis ; elle atteint 95 % du PIB en France et elle est aujourd'hui de 115 % du PIB aux États-Unis. En réalité, dans tous les pays, l'augmentation de la dette est la conséquence directe de cette période extraordinairement importante de dérégulation.

Autre élément fondamental, cette politique est déflationniste : il y a combinaison d'une diminution du coût des marchandises et d'une diminution du coût des fabrications. La raison pour laquelle la déflation est très préjudiciable aux économies en règle générale est que les consommateurs n'achètent plus, car ils se disent que demain cela coûtera moins cher, et que les investisseurs n'investissent plus, parce qu'ils se disent que personne ne va acheter. Il y a un cercle vicieux d'aggravations et, pour une économie libérale, c'est la pire des conjonctures. Or, la pensée néo-classique des années 80, qui est au pouvoir, est déflationniste : il y a une réduction (ou une limitation de l'augmentation) des salaires, une diminution des prestations sociales et, pour répondre à la diminution du pouvoir d'achat relatif qui s'ensuit, il y a une tentative de diminution du ●●●

●●● coût de fabrication. Cette diminution du coût de fabrication est aussi la conséquence du fait que pour mettre en concurrence les ouvriers nationaux avec les ouvriers internationaux des régions à bas régime salarial, on se met à délocaliser. La délocalisation aggrave la perte des richesses. Là encore, le cercle vicieux est inéluctable.

Comment faire, alors, pour éviter la déflation, c'est-à-dire la diminution du coût des marchandises dans un marché intérieur de plus en plus réduit ? Au départ, les pays occidentaux qui voient se délocaliser leurs entreprises massivement ont l'illusion un peu raciste que le reste du monde va accueillir les fabriques et des usines de produits manufacturés mais que la matière grise restera dans les pays développés. C'est raciste dans la mesure où les Chinois n'ont rien à nous envier pour développer la matière grise. Ni les Chinois, ni les Indiens, ni n'importe quels autres... cette idée est totalement folle. L'autre réponse consiste à remplacer ces richesses que l'industrie manufacturière ne crée plus dans nos pays par les produits financiers. Sauf que les produits financiers sont terriblement déstabilisateurs, et que la question est posée : les produits financiers peuvent-ils créer de la richesse ?

Voici ce à quoi on en est arrivé aujourd'hui : la somme des produits des flux

financiers liés aux produits financiers est de 50 fois supérieure à la somme totale du marché des services et des biens dans le monde. C'est un facteur d'instabilité, pas du tout de stabilité. Dans cette situation, pour que le consommateur, dont le pouvoir d'achat relatif diminue, puisse encore consommer, les produits chinois sont moins chers qu'avant et

**La crise de 2008 n'est nullement un accident de parcours. C'est la conséquence inéluctable de la vision idéologique de l'économie qui s'est imposée dans le libéralisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui est arrivée au pouvoir dans les années 80.**

les produits diminuent : on espère que l'exportation va permettre de compenser ce qui serait autrement une déflation absolument terrible. Mais il y a des produits qu'on ne peut pas faire fabriquer au Bangladesh ou en Chine, par exemple les maisons. Alors, que va-t-on faire pour faire marcher l'industrie lorsqu'il n'y a plus de pouvoir d'achat ? On va faire crédit.

S'ouvre alors une période d'augmentation extraordinaire du crédit, qui concerne notamment les biens immobiliers aux États-Unis. Pour que les classes moyennes, plutôt pauvres, puissent acheter les biens immobiliers, on leur fait crédit. Mais on sait que le prêt est très risqué, et donc les prêteurs garantissent leurs prêts sur l'hypothèque de la maison. Si le prêt ne peut pas être remboursé, le bien sera saisi, et le prêteur se remboursera sur le bien hypothéqué. Mais, comme les prêteurs savent eux-mêmes que c'est très risqué, ils garantissent leurs risques auprès d'établissements secondaires. Comme ces assureurs de deuxième niveau sont inquiets de ce qu'ils font, ils se mettent à mélanger ce produit financier à d'autres, et ils inondent la planète de ces titres, qui sont "pourris" puisqu'ils contiennent une partie importante liée à cette dette hypothécaire incertaine.

Pourquoi parler de dette incertaine ? Quiconque s'intéresse à l'économie sait qu'il n'est jamais arrivé qu'il n'y ait pas de retournement du marché immobilier. Aux États-Unis, les mécanismes sont très clairs : il y a de plus en plus d'acheteurs qui défontent à rembourser, et donc leurs biens immobiliers deviennent propriétés des banques, qui les mettent sur le marché. Les prix s'effondrent, la garantie hypothécaire aussi, donc ces prêteurs font jouer leur garantie : ●●●

●●● les établissements sont en très grande difficulté, tous les titres qui contiennent ces produits financiers s'effondrent... et c'est la crise de 2008. Ce qu'il faut retenir, c'est que, contrairement à ce que l'on dit, la crise de 2008 n'est nullement un accident de parcours. C'est la conséquence inéluctable de la vision idéologique de l'économie qui s'est imposée dans le libéralisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui est arrivée au pouvoir dans les années 80 en couvrant la totalité du monde.

De son côté, l'Europe fait très fort. D'un côté, elle est encore aujourd'hui le "pays" qui est le plus grand pourvoyeur de brevets, le plus grand pourvoyeur d'innovations, et elle représente le marché le plus important du monde. De l'autre, elle est en difficulté considérable, car la construction européenne s'est totalement faite sur les bases idéologiques du libéralisme néo-classique dont les principes sont appliqués à la lettre. Par exemple, comme pour les libéraux il faut absolument séparer le besoin des États de l'économie, on a créé une banque centrale européenne (la BCE) totalement autonome, déconnectée des besoins des pays. D'ailleurs, les pays ne pourront même plus emprunter à leur banque, ils seront obligés d'emprunter, en payant des intérêts, à des banques privées.

Par ailleurs, pour les libéraux, le grand danger c'est l'inflation, qui est particuliè-

rement mortelle pour les rentiers (Keynes disait : « *l'inflation, c'est l'euthanasie des rentiers* »). Et donc, les Allemands, qui ont connu une hyperinflation, sont totalement obnubilés par la lutte contre l'inflation : ils fixent à la BCE un seul rôle, pas du tout celui de soutenir l'économie, mais celui de créer juste ce qu'il faut de

**Chaque fois que l'économie se fixe comme objectif principal l'économie elle-même, indépendamment de la satisfaction des besoins, cela entraîne la catastrophe pour les citoyens et pour le système libéral lui-même, sauf pour certains de ceux qui en profitent réellement à plein.**

monnaie pour empêcher l'inflation. Dans ces conditions-là, le potentiel déflationniste de l'économie moderne va jouer à plein en Europe et le seul pays qui peut y résister est évidemment le pays le plus exportateur, l'Allemagne. Les Allemands sacrifient leur marché intérieur et privilè-

gient l'exportation, alors qu'une économie totalement basée sur l'exportation est très fragile, soumise aux évolutions et aux retournements de la conjoncture internationale. C'est le cas effectivement à l'heure actuelle. Pour des raisons totalement idéologiques, l'Europe s'est mise sciemment dans une situation incroyable, une situation de quasi déflation, extraordinairement grave en réalité.

Chaque fois que l'économie se fixe comme objectif principal l'économie elle-même, indépendamment de la satisfaction des besoins, cela entraîne une catastrophe pour les citoyens et pour le système libéral lui-même, sauf pour certains de ceux qui en profitent réellement à plein. Ce système est totalement mortifère au niveau mondial, car dans la société de la mondialisation, le monde entier se trouve dans une situation qui crée une incroyable frustration et de la violence, faisant apparaître ce que j'appelle "nouvelle barbarie". Si nous décidons de changer de logique, de remettre des pilotes citoyens aux commandes de l'économie mondiale, alors peut-être le pire n'est pas certain.

● Transcription réalisée par **l'Atelier de Montluçon**.

Mis en forme par **Cerises**

# Culture du débat

**P**ietro Ingrao, dirigeant et théoricien communiste italien, souvent considéré comme le porte parole de la gauche eurocommuniste du PCI avant sa liquidation, disait alors qu'il était président de l'Assemblée nationale italienne : « *Quelqu'un qui, comme moi, est profondément engagé dans la vie politique quotidienne et lourdement chargé de responsabilités éprouve avant tout le besoin de réfléchir.* » Ce qui était vrai d'un homme comme lui l'est sans doute plus encore des militant-e-s de base qui sont le cœur vivant de tout mouvement d'émancipation. Mais "réfléchir", voilà une tâche bien ardue. Elle suppose que l'on s'attache à en remplir certaines conditions qui, si elles ne sont pas suffisantes, sont assurément nécessaires. Et l'une de ces conditions majeure est la culture du débat. Car si l'on ne réfléchit bien que dans une certaine confrontation de points de vue, dans un certain choc des idées, cette confrontation ne peut pas prendre la forme de la posture qu'adopteraient les unes et les autres dans leur camp retranché. Admettre que l'on a besoin de la réflexion des autres est une nécessité pour faire avancer la sienne ; encore faut-il vouloir qu'elle avance. Il y a ainsi une certaine modestie nécessaire au débat, et donc à la réflexion et finalement à la pensée. Une certaine modestie et une certaine ouverture. Autant le désaccord, voire le malentendu, peut être fécond, autant le refus de le mettre à plat (généralement pour l'honorable raison que l'on n'en a pas le temps) est un obstacle à toute avancée de la pensée.

On pourra dire que peu importe : la pensée ne vient-elle pas toujours dans l'après-coup ? Ce n'est pas dans le ciel pur des idées que les batailles idéologiques se gagnent ou se perdent. C'est sur le terrain plus boueux des pratiques sociales. Si donc la pensée a un train de retard, si pour reprendre la vieille métaphore hégé-

lienne, l'Oiseau de Minerve ne prend son vol que le soir venu, qu'il nous suffise d'attendre le soir, en mouillant entre temps nos chemises. Nous penserons en temps utile. Sauf que les choses étant ce qu'elles sont, il n'y a pas d'exception à ce principe : tout ce qui se pense sans une préalable réflexion critique, nourrie au feu de la controverse, se pense dans les termes de l'idéologie dominante. On est prisonniers des débats où l'on n'est pas intervenu. Et plus encore de ceux qui n'ont pas lieu. Il faut certes avancer en marchant ; mais la marche doit être un moment de la pensée. Et la marche collective de la pensée collective.

Il existe pourtant une méthode éprouvée pour débattre, y compris de questions complexes et sujettes à désaccords graves. Une certaine tradition de la philosophie, illustrée en particulier par les Américains Quine et Davidson, a formalisé cela sous un nom étrange – lié à l'ethos particulier des États-Unis – le "principe de charité", qu'il vaudrait sans doute mieux appeler "principe de bienveillance" ou "principe de bonne foi" : lorsque l'on a le sentiment que ce que dit l'autre est irrecevable ou absurde, il faut y réfléchir à deux fois, et s'attacher à traduire son propos dans des termes qui lui donnent un sens susceptible d'être partagé. S'attacher à ce que cet autre a voulu signifier plutôt qu'aux termes précis dans lesquels il l'a fait. C'est le seul moyen de progresser dans un débat.

Le jeune Bob Dylan terminait l'une de ses chansons d'un humour apocalyptique par cette formule : « *Vous pourrez entrer dans mes rêves si je peux entrer dans les vôtres.* »



● Laurent Lévy

**Tout ce qui se pense sans une préalable réflexion critique, nourrie au feu de la controverse, se pense dans les termes de l'idéologie dominante.**

## C Comme Communisme

Le communisme paraît aujourd'hui un mot difficile à définir, même et peut-être surtout pour les communistes. Un mot qui semble menacé de disparition, victime de la condamnation sans appel dont font l'objet sous nos climats les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle, synonymes pour le plus grand nombre d'utopie, d'échec et de crime.

Dans cette situation, il est utile de prendre du recul. En fait, le communisme comme *idéal* et, dans une certaine mesure, comme *réalité*, existe depuis bien plus longtemps que nous et il y a quelque chance qu'il nous survive. L'histoire du communisme est plus ancienne que l'histoire du mot lui-même. La commune primitive qu'Engels étudie dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* est bien une forme de communisme. Primitif, certes, dans la mesure où le faible niveau des «forces productives» contraint à un mode de vie frugal où la loi de la survie fait que le groupe est tout, et l'individu rien, ou presque.

Avec l'apparition d'un surproduit apparaît la possibilité que certains se l'approprient. Commence alors la longue histoire de la division sociale, en castes ou en classes. Et, en même temps, débute le rêve indéracinable d'une humanité réconciliée avec elle-même et avec la nature, dont toute l'histoire des religions et des philosophies porte l'empreinte.

Longtemps, le communisme fut donc un idéal réactionnaire, au sens propre du terme, dans la mesure où il consistait à rêver du retour à l'harmonie supposée de l'âge d'or. Aristophane a beau jeu de se moquer de ce communisme antique des philosophes. Et quand ce communisme se projetait dans le futur, son égalitarisme (comme sa démocratie) était limité aux élites. Dans la *République*, Platon imagine que pour assurer l'harmonie de la Cité idéale, les deux classes supérieures des dirigeants et des gardiens devront pratiquer la mise en commun des biens afin que l'intérêt particulier (lié à la propriété privée) ne nuise pas à l'intérêt général.

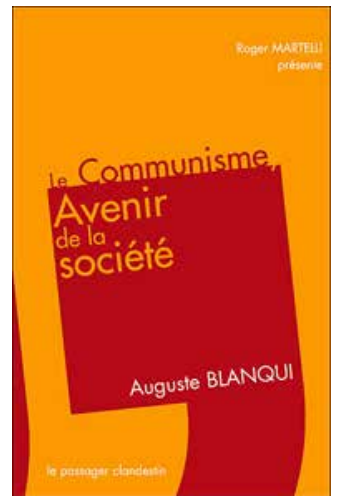
À sa façon, religieuse, le christianisme a poursuivi cet idéal. Le Moyen-Âge en est marqué. Le communisme monastique

se définissait par la règle et les travaux en commun. Son visage est plutôt revêché et préfigure parfois le communisme de caserne. Mais à la Renaissance, l'abbaye de Thélème de Rabelais est déjà l'anticipation d'un communisme de la "bonne vie", compatible avec la liberté individuelle, qu'exprime le "Fais ce que voudras".

Communisme aussi, lors de la Guerre des paysans, au XVI<sup>e</sup> siècle, chez Thomas Münzer qui voulait instaurer la "communauté des saints". De même, dans de nombreuses hérésies chrétiennes où le communisme, tout en gardant son allure de rêverie tournée vers le passé, devient socialement et pratiquement révolutionnaire. Il faudrait bien sûr citer Thomas More, et surtout Babeuf, le *premier communiste agissant*, selon Marx. Et évoquer aussi les nombreuses manifestations d'entraide, de solidarité, d'égalitarisme qui jalonnent l'histoire de l'humanité.

En se situant à un certain niveau de généralité, on peut considérer que le communisme est une tendance inhérente à l'humanité qui cohabite, de façon contradictoire et variable suivant les lieux et les moments, avec la tendance contraire qui pousse à l'inégalité, l'individualisme, la cupidité voire la dissolution des liens de la sociabilité. Ainsi définie, la tendance au communisme ne serait rien d'autre que la tendance à l'humanité elle-même. Communisme serait donc synonyme d'humanité.

C'était le point de vue d'Auguste Blanqui : « *L'étude attentive de la géologie et de l'histoire révèle que l'humanité a commencé par l'isolement, par l'individualisme absolu, et qu'à travers une longue série de perfectionnements, elle doit aboutir à la communauté. (...) On verra nettement que tout progrès est une conquête, tout recul une défaite du communisme, que son développement se confond avec celui de la civilisation, que les deux idées sont identiques.* »<sup>1</sup> Dans cette optique, l'histoire de l'humanité a un sens : celui qui nous fait passer de la horde à la tribu, au clan, au village, à la cité, et ensuite à la nation et même à l'internationalisme, à un peuple devenu ●●●



1. Auguste Blanqui, *Le communisme, avenir de la société*, préface Roger Martelli, postface Lucien Sève, Le Passager clandestin.



●●● monde, dans un mouvement irrégulier mais irréprouvable d'élargissement de la communauté humaine.

Est-ce une vision téléologique ? Non. Ce déterminisme n'est pas fatal. On peut même considérer que plus nos pouvoirs sur le monde grandissent, plus grand est l'effet de nos décisions, donc de notre liberté et de notre responsabilité. Et donc, plus incertain et ouvert l'avenir.

C'est là qu'intervient la politique. Blanqui, déjà, s'opposait aux faiseurs d'utopie, comme Cabot (et son communisme d'inspiration chrétienne) et il plaidait pour que le communisme ne se séparât jamais de la politique.

C'est évidemment Marx, et après lui Lénine, qui ont fait passer le communisme du ciel des idées aux barricades de l'histoire. Parce qu'ils l'ont mis au jour en fouillant les galeries du sous-sol de la société. Cette descente sur terre, voire sous terre, a été rendue possible par la rencontre d'une critique théorique radicale des contradictions du capitalisme et du mouvement pratique de la lutte des classes.

Pour Marx, le communisme est le mouvement par lequel l'homme aliéné se réapproprie sa nature. Dans une vision véritablement prométhéenne, cette désaliénation doit conduire l'humanité à devenir maîtresse de son destin. La créature doit devenir créatrice. *Sic eritis dei*, (ainsi vous serez des dieux) dit la Bible citée par Marx.

« Les lois de leur propre pratique sociale qui jusqu'ici se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées en connaissance de cause, et, par là, dominées. »<sup>2</sup>

Ainsi le communisme, passant par l'épreuve du feu de la révolution et de l'histoire réelle, devait déboucher sur la fin de la division de la société en classes, sur la disparition de l'État et de l'argent, des divisions entre gouvernants et gouvernés, individu et société, hommes et femmes, humanité et nature...

Jugée à l'aune de cet objectif, l'histoire réelle du communisme au XX<sup>e</sup> siècle, devenu mouvement politique et ordre social concret, est évidemment très contradictoire. Pour la première fois, les prolétaires ont vu s'allumer la lumière de l'*Aurore*, (du nom du cuirassé qui a donné le signal d'Octobre 17), comme le dit le poète américain Jack Hirschman. Mais, au bout du compte, ce communisme là a reproduit l'aliénation économique et politique. La propriété collective a fini par être perçue comme la propriété de l'État, l'État comme la propriété du parti, et le parti comme la propriété d'une petite couche... qui s'est finalement débarrassée des oripeaux du socialisme pour se réaliser en tant que nouvelle bourgeoisie. La promesse d'égalité n'a pas été tenue.

La faute à qui ? À l'immaturation des conditions historiques ? Ou à la trahison des hommes ; à tout le moins, à leurs erreurs ? Le débat reste ouvert.

Pour un philosophe marxiste comme l'italien Domenico Losurdo, l'idée du dépérissement de l'État est la trace de la persistance, au sein du marxisme, d'un idéalisme anarchisant. Et cela ne serait pas pour rien dans la difficulté du socialisme réel à penser la question du rapport de l'État à la société civile, la légalité, etc. À l'opposé, pour des penseurs comme Lucien Sève ou Alain Badiou (qui vient, lui, de la lignée maoïste et "antirévionniste"), le problème tiendrait au contraire à l'abandon de la perspective communiste, ("l'hypothèse", pour reprendre la formule de Badiou). Celle du dépérissement de l'État, du dépassement de la délégation de pouvoir par la démocratie directe, l'autogouvernement du peuple. Afin que le "monde change de base" et que les "damnés de la Terre" deviennent enfin les maîtres (éclairés) du monde.

On objectera qu'il s'agit d'un horizon qui recule quand on avance... Pourtant, c'est cette vision qui nous fait avancer.



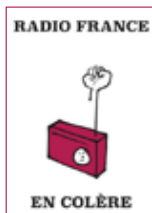
● Patricia Latour et Francis Combes

2. *L'idéologie allemande*, Éditions sociales.

# PAIN ET ROSES DU DES



Elles sont femme de ménage, opératrice machine, historienne et poète..., toutes engagées dans les luttes pour l'émancipation. Cécile Arfi, photographe, les a rencontrées, l'exposition qui en résulte - photos et textes - peut être vue sur le site <http://www.cecilearfi.fr/militantes.html>.



● **Le mur des dirigeants.** C'est isolé du public par une paroi de verre, sur décision de la direction, que l'Orchestre national de France a joué le 19 mars dernier dans le hall de la Maison de la radio. Menacé de disparition au nom des économies, l'orchestre avait maintenu le concert annulé par la direction. C'est que ça chauffe à Radio-France : 50 millions de budget en moins, un plan de 200 à 300 licenciements. C'est la grève et, en AG, les huées pour un président qui commence par dire aux 600 grévistes présents qu'il les "comprend"... L'intersyndicale estime que « *Les salarié-es ont eu des éléments de langage, mais aucun élément de réponse !* ». La grève se poursuit, les salariés posent aussi la question de la « *radio de demain* ». Et si les auditeurs s'invitaient dans ce débat qui les concernent ? Voir *Cerises* n°249 et *Là-bas si j'y suis* : <http://la-bas.org/la-bas-magazine/long-courrier/radio-france-en-lutte>.

● **À travail égal, salaire égal ?** Pas pour la SNCF qui se retranche aujourd'hui derrière la "légalité" d'un double statut : les cheminots "institutionnels" - "agents au statut" et "cadres permanents" - et les autres, nettement moins payés, qu'on recrute pour boucher les trous et le travail pénible. C'est le cas de ces 2 000 Marocains recrutés dans les années 70 par l'Office

national de l'immigration, au Maroc, et dont on jugeait les capacités à la taille du biceps - comme on l'avait fait plus tôt sous le Protectorat français, de femmes accroupies sur une place, espérant un emploi de "fatma". Les recrues de l'ONI signaient un contrat au rabais, acceptant, pour aider leurs familles, une réalité discriminante. Aujourd'hui, l'âge de la retraite, elle aussi au rabais, est venu pour ces "chibanis" et la conscience qu'on peut se battre contre les discriminations : 832 d'entre eux vont, groupés, aux prudhommes. Certains, décédés, sont représentés par leurs ayants droit. Côté SNCF, on avait déjà estimé que l'égalité de traitement des travailleurs étrangers serait un coût trop élevé. La victoire des chibanis sur cette séquelle de l'esprit colonial en serait une pour tous les discriminés.



● **Sauver France Amérique latine.** Les difficultés des associations dont les subventions baissent drastiquement ou sont carrément supprimées, et les difficultés économiques, sociales d'un très grand nombre sont autant de frein aux activités d'éducation populaire, à la formation et la diffusion de la connaissance. En témoigne l'appel à l'aide de l'association France Amérique latine qui, au bord de la cessation d'activité, fait appel à soutien. Plus sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique "Culture, éducation".

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

